



Cadences, dessertes... Les conclusions du médiateur chargé d'arrondir les angles sur le fonctionnement de la future LGV ne satisfont visiblement personne.

« Nouvelle ligne, nouveaux horaires, nouveaux matériels, vous faites des jaloux ! » Venu présenter jeudi les conclusions de son rapport de médiation entre les élus, Liséa – le concessionnaire de la future Ligne à grande vitesse Bordeaux-Paris – et la SNCF, l'ancien ministre Jean Auroux a eu beau se vouloir positif, les parties prenantes étaient loin d'être enthousiastes. « Si c'est un compromis, c'est un compromis entre lui et la SNCF », lançait Christophe Duprat, vice-président LR de Bordeaux Métropole en charge des transports. « Plus de trains et plus souvent », renchérissait Liséa, en plein bras de fer avec la SNCF. « Ce qui n'est pas acceptable, reprenait le président de la Région Alain Rousset, c'est qu'il n'y ait rien sur le cadencement, avec des trains toutes les demi-heures aux heures de pointe. Ce n'est pas de cette façon que l'on pourra créer un choc de demande. »

La proposition du médiateur prévoit en effet en l'état actuel 22,5 allers-retours quotidiens, dont 13,5 sans arrêt pour une liaison en 2h04 pour les plus rapides – soit 55 minutes de moins qu'en ce moment – et les neuf autres, desservant Libourne ou Angoulême, mettraient en moyenne

2h50. Face à la grogne, Jean Auroux rappelle qu'une clause prévoit la réévaluation du dispositif au bout de 18 mois. •

Photo : © G. Bonnaud / Sud Ouest